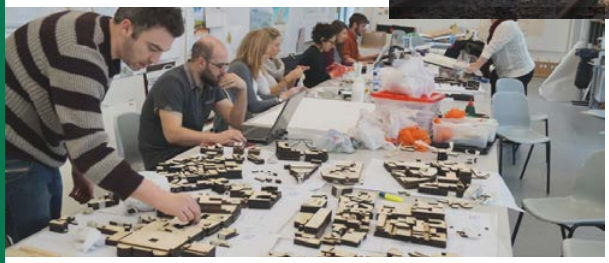
FABRIQUER LA VILLE DE DEMAIN

MARDI 11 OCTOBRE de 14h45-18h
A l'ENSAPLV / AMPHI 302



LE BIEN COMMUN POLITISÉ

Nouvel oxymore dans l'air du temps ou processus déjà engagé?

ORGANISATEURS :

Audrey DUBIN, Cosme VALLET, Victoria SEUX Etudiants en Master 2

Ioana IOSA Architecte, docteur en urbanisme, chercheur, Maître Assitante à l'ENSA Paris la Villette,

Séminaire **A**rchitecture, **E**nvironnement et **D**éveloppement **D**urable

Le bien commun politisé : nouvel oxymore dans l'air du temps ou processus déjà engagé ?

"*Le commun sera politique ou ne sera pas. Il sera rebelle ou ne sera pas.* [...] *Comment éviter que les enjeux fondamentaux du commun ne rejoignent la panoplie des instruments politiques - pourtant d'intérêt collectif majeur - que l'État est parvenu à technocratiser et à aseptiser, dans l'intention évidente de les dépolitiser. La liste est longue, entre les démarches participatives, la démocratie de proximité ou encore les dynamiques de développement. Le commun, lui aussi, peut parfaitement être capté par cet appareil d'État qui s'avilit depuis longtemps en un simple "atelier de réparation capitaliste", selon l'heureuse expression d'Oskar Negt, ou de réparation budgétaire pour le formuler dans l'esprit du moment.*"

Nicolas-Le Strat Pascal, "Le commun oppositionnel", Variations [En ligne], 19/2016, URL://variations.revues.org/753

"*Dans mon entreprise sociale, le TIR Consulting Group, nous vivons chaque jour cette nouvelle réalité directrice hybride. Nous élaborons des plans stratégiques de troisième révolution industrielle pour des villes, des régions et des pays, afin d'aider ces collectivités à édifier des infrastructures Internet des objets. Ces projets sont des dispositifs collaboratifs, au sein desquels marchés et communaux opèrent parallèlement, s'entre-alimentent ou coopèrent dans des structures de gestion conjointes, en général avec la participation des pouvoirs publics, qui se chargent d'instaurer des normes réglementaires, des codes et des incitations financières.*"

Rifkin Jeremy, "La nouvelle société du coût marginal zéro. L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme", Ed Les liens qui libèrent, 2014, p. 289

De nos jours, le rôle que jouent les biens communs (également désignés sous le terme de “communaux”) dans les sociétés humaines est encore sous-estimé, tant les biens marchands occupent le devant de la scène. Innombrables et divers, les biens communs vont des plus matériels aux plus immatériels, en passant par tous les stades intermédiaires : institutions, éducation, formes de sociabilité, santé, Internet, savoir-faire, arts et autres biens culturels. Néanmoins, suite aux évolutions récentes, qu’elles soient écologiques, économiques, politiques ou sociales, le sujet des biens communs, notamment urbains, revient en force et fait débat.

Cette appétence générale pour le sujet incite les pouvoirs publics et les citoyens, chacun à leur niveau, à se préoccuper de ce qui améliore ou dégrade la qualité de la vie relationnelle et sociale des individus. Même si les citoyens peuvent faire émerger seuls de nouvelles pratiques - mais est-ce suffisant pour un changement de paradigme en vue de la transition écologique à laquelle aspire notre société ? -, les pouvoirs publics semblent également en mesure de les encourager et de les soutenir. Se mettre au service ou stimuler ? Cette différence de nuance n’est pas anodine, car le défi que représente la transition écologique est de taille. Est-il possible de faire autrement que de s’appuyer sur le système politique et économique existant ? Y a-t-il alors un risque de domestication des communaux naissants de la part du pouvoir public comme pourrait nous le faire penser le parallèle avec la participation institutionnalisée lors de la dernière décennie ?

A travers plusieurs études de cas, cette conférence a pour objectif de questionner les processus actuels de fabrication des biens communs, afin de comprendre comment des communautés d’usagers de ressources naturelles en Ile-de-France élaborent des normes sociales (et parfois des règles légales formelles) leur permettant d’utiliser des ressources finies de manière durable à long terme. On étudiera donc, d’une part, le rôle des pouvoirs publics comme catalyseurs des communaux et, d’autre part, celui des associations et des architectes répondant aux divers concours mettant en avant l’innovation sociale. Leurs propositions de projets nous donneront un aperçu de leur vision des communaux du futur. Cette vision sera enfin mise en perspective selon le retour d’expérience de communs existants. Ces apports seront discutés par un chercheur spécialiste de la question du bien commun, afin de les inscrire dans un débat plus général. Cette dernière intervention précédera le débat entre les participants et le public.

Pierre FRANQUEVILLE

Directeur de ABCD, Ingénierie culturelle et artistique. Diplômé en philosophie, il rejoint en 1986 l'agence ABCD, avant d'en devenir le directeur depuis 1996. Il est également le créateur de la filiale EPC en 2001. Il intervient aujourd'hui sur des projets de stratégies culturelles territoriales et sur la conception d'équipements culturels majeurs et anime des activités de veille et de recherche.

Antoinette GUHL

Ajointe à la Mairie de Paris, chargée de l'Economie sociale et solidaire, de l'Innovation sociale et de l'Economie circulaire, elle est aussi conseillère du 20ème arrondissement de Paris depuis 2014. Avant cela, elle fut consultante chez Equinoxe Conseil et la créatrice et co-directrice de Rejoué.

Clara SIMAY

Architecte DPLG au sein de l'agence Clara Simay Architecte, diplomée en 2003, elle a participé au concours "Réinventer Paris" en tant qu'architecte et AMO Développement Durable le projet lauréat de "La Ferme du Rail".

Sébastien GOELZER

Urbaniste indépendant et spécialisé en permaculture urbaine, il est le co-fondateur de l'association Vergers Urbains et du collectif Babylone. Il est impliqué dans de nombreux projets d'agriculture urbaine et d'urbanisme collaboratif et fait également partie des associations Toits Vivants et Interstices.

Vivian SCHINDLER

Diplômée d'une maîtrise d'Histoire à la Sorbonne et d'un DESS en Coopération Artistique International, elle travaille aujoud'hui chez Eurobail et fait partit de l'Association Un Toit et Nous. Celle-ci travaille sur l'habitat participatif.

Julien BELLER

Architecte, il est un ancien membre de EXYZT et le co-fondateur de l'association AoA et de No Mad's Land en 2006. Fondateur et président depuis 2010 de l'association le 6B, "Julien Beller adopte une démarche alternative et prospective pour redonner à l'architecture son pouvoir fédérateur et placer l'habitant au coeur de la construction de la cité."

Pascal Nicolas-Le Strat

Sociologue et professeur en science de l'éducation, il fait parti du laboratoire de recherche Experice de l'Université Paris 8 Saint-Denis. Il est aussi chercheur associé au laboratoire irsa-cri, Université Montpellier 3 (antérieurement, maître de conférences en sociologie à l'Université Montpellier 3) et est membre du comité de rédaction de la revue Variations.